



## **DÉCLARATION SOMMET ALTERNATIF AFRIQUE-FRANCE, BAMAKO 10 – 14 JANVIER 2017**

Suite à l'appel lancé par la CISPM (Coalition internationale des Sans papiers, Migrants, Réfugiés et demandeurs d'asile), et partagé par plusieurs organisations syndicales et sociales, plus d'une centaine de personnes se sont retrouvées pour un Sommet Alternatif du 10 aux 14 janvier 2017 à Bamako. Les activités de ce Sommet Alternatif ont été organisées en collaboration avec l'association Droits Ici Et Là-bas (DIEL) et le Mouvement pour la Dignité et les Droits des Maliens (MDDM).

Ainsi, des délégations sont arrivées à Bamako dès le 9 janvier, venant surtout de plusieurs pays d'Afrique et aussi d'Europe : Mali, Niger, Guinée, Côte d'Ivoire, Cameroun, Sénégal, Tunisie, France, Allemagne, Italie, Belgique, dont une forte délégation de personnes issues de trois communes (Sadiola, Dialafara, Sitakily) de la région de Kayes et venues par la Caravane qu'ils ont organisée et appelée "À quand la route de l'or?".

Pourquoi ce Sommet alternatif en marge du 27ème sommet France – Afrique?

Le 27ème sommet (en 43 ans) France/Afrique était clairement un sommet de plus pour consolider la préservation des intérêts de la France sous prétexte de lutte contre le terrorisme, et en aucun cas pour les intérêts des peuples d'Afrique. Ce sommet s'est d'ailleurs déroulé à huis clos entre les chefs d'État africains et français sans donner la moindre possibilité à la société civile d'exprimer son désaccord. Toutes les manifestations ont été interdites et la ville de Bamako complètement bouclée.

C'est dans ce cadre que nous, participants au Sommet Alternatif, avons trouvé important de faire entendre "la voix d'en bas" des peuples d'Afrique qui souffrent de cette politique colonialiste ; aussi bien les migrants que les paysans, les travailleurs et toutes les populations de ces pays qui n'ont pu exprimer leurs revendications qu'à travers les débats de nos nombreux ateliers :

- l'émigration, des accords bilatéraux et la libre circulation et d'installation des personnes
- l'accaparement des terres
- la place des syndicats
- la situation des femmes
- l'indépendance monétaire et économique
- le rôle des multinationales dans les problèmes engendrés par le changement climatique (déforestation, extraction minière...)
- les problèmes du Nord du Mali, la question de l'accord de paix et la responsabilité de l'État français, pompier pyromane, dans la déstabilisation du Sahel
- les problèmes des communes de la région de Kayes (Sadiola, Dialafara, Sitakily)

Pendant ces deux jours de débats, nous avons pu faire remonter les nombreuses préoccupations et revendications concernant tous ces sujets.

Le bilan de ces journées intenses et riches de rencontres est d'avoir permis à tant de personnes (agriculteurs, étudiants, chômeurs, retraités, ouvriers, paysans, migrants, ect...) d'échanger et de partager nos réflexions sur l'ensemble des facteurs structurels sociaux, économiques, politiques, environnementaux et du réchauffement climatique, qui font de l'Afrique une terre de damnés. Mais ça été aussi l'occasion de donner de la visibilité, à travers les nombreux interviews, aux raisons de nos luttes.

Les points forts évoqués et débattus dans les ateliers ont soulevé des situations et préoccupations communes.

En premier lieu, la nécessité de **renverser les rapports de force**, à tous les niveaux, **entre la population** qui subit dans tous les domaines - économiques et sociaux - tout genre d'exploitation par **les pouvoirs politiques et économiques en place**. Cet impératif passe par le renforcement des résistances locales avec l'appui d'organisations syndicales indépendantes pour défendre leurs droits et combattre la corruption, **la négation des libertés sociales et syndicales**, le rackettage, ect...

Un parcours qui passe également par un **combat international de lutte contre les lobbies industriels et financiers qui pillent les richesses du continent africain** ; c'est la population qui doit bénéficier de ces richesses par des investissements structurels relevant du bien commun, tant à l'échelon local, national que continental et concrètement, soutenir les initiatives individuelles et collectives allant dans ce sens.

Il faut **abandonner les activités qui détruisent l'environnement** et portent atteinte à la santé et à la vie de la population ; **cela participe au processus migratoire** avec son lot de souffrances et de morts sur les routes de l'exil.

Il faut mettre fin à la dépendance financière vis à vis des anciens colonisateurs par **l'abandon du franc CFA et l'abolition de la dette**.

Il faut **abandonner le plan catastrophique de l'OMC, du FMI et de la BM** qui provoqua les émeutes de la faim il y a quelques années et **ne plus les laisser imposer leurs choix, néfastes pour l'Afrique..**

**Nous réclamons:**

- La liberté de circulation et d'installation pour toutes et tous partout ; «une vie égale une vie» affirmait déjà la Charte du MANDÉ et l'article 13 de la déclaration universelle des droits de l'Homme l'a confirmé en 1948. Que la liberté de circulation ne soit pas réservée qu'aux matières premières et aux capitaux : "Sans libre circulation des personnes, pas de libre circulation des matières premières et des capitaux".
  - L'abrogation des accords de Malte, Cotonou et du processus de Rabat ainsi que de tout accord de réadmission.
  - La fin de l'assujettissement de l'aide au développement aux renvois et déportations des expatriés.
  - La transparence des aides aux projets de développement qu'elles auront permis d'initier, pour le bien commun et non pour servir des intérêts privés.
  - L'abandon du franc CFA.
  - L'annulation de la dette.
  - l'arrêt des diktats imposés par les multinationales, notamment dans les choix des cultures ; destructrices des modes de vie locales à travers les pesticides et leurs effets sur la santé humaine, mais également destructrices des forêts tropicales et responsables de l'accaparement de terres qui entraînent famines et déplacements de population ;
  - Pour la Souveraineté Alimentaire et le libre accès aux semences;
- La préservation des éco-systèmes doit être la priorité des africains non seulement dans leur

propre intérêt mais dans celui de la planète.

- La fin des ventes d'armes qui génèrent et alimentent les conflits ainsi que la fin des guerres menées par l'OTAN.
- La fin de la mise sous tutelle des états africains par l'OMC, le FMI et la BM.
- La fin des violences faites aux femmes.

**Nous soutenons:**

- les populations des communes de Sadiola, Dialafara et de Sitakili dans la région de Kayes, suite à leur caravane "À quand la route de l'or?" dans leurs demandes ainsi que celles de toutes les populations africaines défendant leurs droits et réclamant égalité et justice sociale.

La CISPM continuera à se battre, associée aux syndicats (Solidaires-France, USB- Italie, CSTM-Mali), à Emmaüs International, la FASTI, SURVIE, le CEDEF-Asti Evreux, CAD-Mali, le CCFD, tous présents à nos côtés lors de ce forum et à ceux qui voudraient nous rejoindre sur les bases décrites ci-avant.

Ensemble, nous nous battons tout autant en Europe qu'ici en Afrique car ce sont bien les relations Nord/Sud, imposées par les états du Nord (dont la France) qui font que l'Afrique est là où elle en est.

D'ailleurs, se pose la question du "Pourquoi organiser des sommets France/Afrique depuis 1973 et avec l'aide du MEDEF", si ce n'est pour continuer la colonisation sous une autre forme ? Notre lutte doit donc bien se mener de front, en Afrique et en Europe.

La CISPM (Coalition Internationale des Sans-papiers, Migrant-e-es, Réfugié-e-s et Demandeur d'asile), ensemble avec le MDDM, DIEL et le Collectif des trois communes, remercient l'ensemble des organisations syndicales, mouvements, associations pour leur soutien politique, financier et permettant l'organisation de ce sommet. Et surtout un immense remerciement aux organes de presse pour leur présence et l'espace qu'ils ont dédiés à nos débats sur leurs antennes télévisuelles ou radiophoniques.

**VIVE LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE!**

**Bamako, 14 Janvier 2017**